

Table des matières

Table des abréviations	9
Introduction	11
I. L'objet du droit international privé	12
A. L'élément d'extranéité, condition de l'existence des conflits de lois et de juridictions	12
B. Les questions soulevées par le conflit de lois et le conflit de juridictions	14
C. L'influence du conflit de juridictions sur le conflit de lois	16
II. L'évolution du droit international privé	18
A. L'évolution des méthodes	18
B. L'évolution des conceptions	22
C. L'évolution des sources	24
1. Les sources internes	24
2. Les sources supranationales	26
a. Les conventions internationales	26
b. Le droit de l'Union européenne	28
c. Les sources privées : la <i>lex mercatoria</i>	30
D. L'évolution des objectifs	32
Partie 1 : Le conflit de lois	35
Titre 1. La méthode conflictuelle	36
Chapitre 1. Les caractéristiques de la règle de conflit de lois	36
Section 1. La règle de conflit de lois bilatérale	36
I. La règle de conflit de lois bilatérale classique	36
II. Les évolutions de la règle de conflit de lois bilatérale	38
A. Le principe de proximité	38
B. Le principe de faveur	40
Section 2. La règle de conflit de lois unilatérale	42
Chapitre 2. La mise en œuvre de la règle de conflit de lois	44
Section 1. La qualification	44
I. Le principe de la qualification <i>lege fori</i>	44
II. Les tempéraments à la qualification <i>lege fori</i>	46
Section 2. La question du caractère obligatoire de la règle de conflit de lois	48
I. La question du caractère obligatoire de la règle de conflit pour le juge	48
II. La question du caractère obligatoire de la règle de conflit de lois pour les parties	52
Section 3. Les difficultés de mise en œuvre de la règle de conflit de lois	54
I. Les difficultés de mise en œuvre d'ordre temporel	54
A. Le changement dans le temps de la règle de conflit de lois	54
B. L'évolution dans le temps de l'élément de rattachement	56
C. Les questions préalables	58
II. Les difficultés de mise en œuvre d'ordre spatial	60

Chapitre 3. La mise en œuvre de la loi étrangère	62
Section 1. Le régime de la loi étrangère	62
I. La preuve de la loi étrangère	62
A. La charge de la preuve de la loi étrangère	62
B. Les modes de preuve de la loi étrangère	64
II. L'interprétation de la loi étrangère	66
Section 2. Le conflit transitoire étranger	68
Section 3. Les problèmes de coordination	70
Chapitre 4. Les correctifs à la règle de conflit de lois	72
Section 1. L'exception de fraude	72
I. La fraude à la loi	72
II. Les notions voisines de la fraude à la loi	74
Section 2. L'exception d'ordre public	76
I. La notion d'ordre public international	76
A. La différence entre l'ordre public international et l'ordre public interne	76
B. Le contenu de l'ordre public international	78
1. Une notion fonctionnelle	78
2. L'évolution du contenu de la notion	80
II. La mise en œuvre de l'exception d'ordre public	82
A. Les différents mécanismes d'ordre public	82
B. L'appréciation <i>in concreto</i>	84
C. Les effets de l'exception d'ordre public	84
Section 3. Le renvoi	86
I. Les conflits de systèmes	86
II. La résolution des conflits de systèmes grâce au mécanisme du renvoi	88
A. Le mécanisme du renvoi	88
B. Les avantages du renvoi	90
III. La mise en œuvre du renvoi	92
Titre 2. Les méthodes concurrentes	94
Chapitre 1. La méthode directe	94
Section 1. Les lois de police	94
I. La notion de lois de police	94
A. Les caractéristiques des lois de police	94
B. L'identification des lois de police	96
1. Les lois de police nationales	96
2. Les lois de police européennes	98
II. La mise en œuvre des lois de police	100
A. La mise en œuvre des lois de police conditionnée par l'existence d'un rattachement	100
B. La mise en œuvre des lois de police limitée par le droit de l'Union européenne	102
C. La mise en œuvre des lois de police étrangères	104
Section 2. Les règles matérielles internationales	106
I. La notion de règles matérielles internationales	106
II. La mise en œuvre des règles matérielles internationales	108
Chapitre 2. La reconnaissance des situations créées à l'étranger	110
Section 1. L'assimilation de la situation étrangère déjà créée à la situation à naître	110
Section 2. La théorie des droits acquis	112
Section 3. La méthode de la reconnaissance des situations	114
I. Présentation de la méthode de la reconnaissance des situations	114
II. La méthode de la reconnaissance des situations en droit positif	116
III. Les questions soulevées par la méthode de la reconnaissance des situations	118
Conclusion. Le raisonnement du juge français pour résoudre le conflit de lois	120
Section 1. Les différentes étapes de raisonnement du juge	120
Section 2. L'articulation des sources	122

Partie 2 : Le conflit de juridictions	125
Titre 1. La compétence internationale du juge français	126
Chapitre 1. Les règles de compétence internationale directe	128
Section 1. Le juge français désigné par un critère objectif	128
I. Les règles de compétence de source interne	128
A. Les règles de compétence ordinaire	128
1. L'extension des critères de compétence territoriale interne	128
2. Les exceptions	130
B. Les règles de compétence privilégiée	132
1. Le domaine d'application des privilèges de juridiction	132
2. Les effets des privilèges de juridiction	134
II. Les règles de compétence internationale de source européenne	136
A. Le règlement 1215/2012 en matière civile et commerciale : Bruxelles I bis	138
B. Le règlement 2201/2003 en matière de désunion et de responsabilité parentale : Bruxelles IIbis	140
C. Le règlement 2015/848 relatif aux procédures d'insolvabilité	142
D. Le règlement 4/2009 relatif aux obligations alimentaires	144
E. Le règlement 650/2012 relatif aux successions internationales	146
F. Les principales règles de compétence internationale de source européenne	148
Section 2. Le juge français désigné par la volonté des parties	150
I. L'admission de la prorogation volontaire de compétence en droit commun	150
II. L'admission de la prorogation volontaire de compétence en droit de l'Union européenne	152
A. La comparution volontaire du défendeur	152
B. Les clauses d'élection de for	152
III. Les effets de la clause attributive de juridiction	156
IV. La convention de La Haye du 30 juin 2005	158
Section 3. Le cas particulier des mesures conservatoires et provisoires	160
Chapitre 2. Le régime de la compétence internationale	162
Section 1. L'exception de compétence	162
I. L'incompétence soulevée par le juge	162
II. L'incompétence soulevée par les parties	164
III. Les voies de recours contre la décision sur la compétence du juge français	164
Section 2. L'exception de litispendance	166
Section 3. L'exception de connexité	168
Titre 2. Le déroulement du procès en France	170
Chapitre 1. L'action en justice	170
Section 1. Les conditions tenant aux parties	170
I. Le droit d'agir en justice	170
II. L'exercice du droit d'agir en justice	172
Section 2. Les conditions tenant aux délais de prescription	174
Chapitre 2. La preuve	176
Chapitre 3. La notification internationale et la signification internationale	178
Titre 3. L'accueil des jugements étrangers en France	180
Chapitre 1. Les règles de droit commun	180
Section 1. Les différents effets pouvant être produits par un jugement étranger	180
Section 2. Le contrôle de la régularité de la décision étrangère	182
I. La reconnaissance	182
II. L' <i>exequatur</i>	184
III. Les points communs entre la reconnaissance et l' <i>exequatur</i>	186
A. L'objet du contrôle	186
1. Les conditions de régularité abandonnées	186
2. Les conditions de régularité de droit positif	188
B. L'office du juge et des parties	194

Chapitre 2. Les règles du droit de l'Union européenne.....	196
Section 1. La reconnaissance des jugements au sein de l'espace judiciaire européen	198
I. La reconnaissance de plein droit	198
II. Les procédures de contrôle en matière de reconnaissance	200
Section 2. L'exécution des jugements au sein de l'espace judiciaire européen	202
I. Les règlements généralistes	202
A. L'exécution de plein droit	202
B. Le contrôle <i>a priori</i> aux fins d'exécution	204
C. Le contrôle <i>a posteriori</i> aux fins de non-exécution	206
II. Les règlements spécialisés	208
A. Le règlement portant création d'un titre exécutoire européen	208
B. Le règlement instituant une procédure européenne de règlement des petits litiges	210
C. Le règlement instituant une procédure européenne d'injonction de payer	212
Section 3. Les conditions de régularité des jugements au sein de l'espace judiciaire européen	214
Partie 3 : Le droit international privé spécial.....	217
Titre 1. Le statut personnel	218
Chapitre préliminaire. Les facteurs de rattachement en matière de statut personnel	220
Chapitre 1. La personne physique	222
Section 1. L'existence des personnes physiques	222
Section 2. L'état des personnes physiques	222
I. Les éléments de l'état des personnes ne figurant pas dans le statut personnel	222
A. La nationalité	222
B. Le domicile	224
II. Le nom	226
A. La détermination du nom	226
B. La reconnaissance du nom	228
Section 3. La capacité des personnes physiques	230
I. L'état de capacité	230
II. La protection de l'incapable majeur	232
A. La compétence internationale du juge français	232
B. La loi applicable	234
C. L'accueil en France des décisions étrangères	236
Chapitre 2. Le couple	238
Section 1. Le mariage	238
I. La formation du mariage	238
A. Les conditions de fond	238
1. Le principe	238
2. Le mariage entre personnes de même sexe	242
B. Les conditions de forme	244
1. La célébration du mariage en France	244
2. La célébration du mariage à l'étranger	244
C. La sanction du non-respect des conditions de validité du mariage	246
II. Les effets du mariage	248
A. La détermination de la loi applicable	248
B. Le domaine de la loi applicable	248
III. Le relâchement ou la dissolution du lien matrimonial	252
A. La compétence du juge français	252
B. La loi applicable	254
1. L'article 309 du Code civil	254
2. Le règlement Rome III	256
3. L'effet en France des divorces intervenus à l'étranger	258
Section 2. Le partenariat civil enregistré	262
I. La formation du partenariat civil enregistré	262
A. La formation du partenariat civil enregistré en France	262
B. La formation du partenariat civil à l'étranger	264
II. Les effets du partenariat civil enregistré	264
III. Le futur règlement 2016/1104 relatif aux effets patrimoniaux du partenariat enregistré	266
Section 3. L'union libre	268

Chapitre 3. La filiation	270
Section 1. La filiation par le sang	270
I. L'établissement de la filiation par le sang	270
A. La règle de conflit de lois générale	270
B. Les règles de conflit de lois particulières	272
1. Les règles de conflit de lois particulières abrogées	272
2. Les règles de conflit de lois particulières de droit positif	274
II. Les effets de la filiation par le sang	278
Section 2. La filiation adoptive	280
I. L'articulation des sources	280
II. L'établissement du lien de filiation adoptive	282
A. L'adoption prononcée en France	282
B. L'adoption prononcée à l'étranger	284
III. Les effets de l'adoption	286
Section 3. La responsabilité parentale	288
I. La protection de la personne du mineur et de ses biens	290
A. La compétence du juge français	290
1. Le règlement Bruxelles II bis	290
2. Les conventions de La Haye	294
3. Le droit commun	296
B. La loi applicable	298
1. La convention de La Haye du 19 octobre 1996	298
2. Le droit commun	300
C. L'accueil en France des décisions étrangères	302
II. La lutte contre le déplacement illicite d'enfants	304
Chapitre 4. La preuve de l'état : les actes de l'état civil	306
Section 1. Les actes de l'état civil français	306
Section 2. Les actes de l'état civil étrangers	308
Chapitre 5. Les obligations alimentaires	310
Section 1. La compétence du juge français	310
Section 2. La loi applicable	312
Section 3. L'accueil en France des décisions étrangères	314
Titre 2. Les biens	316
Chapitre 1. Les biens corporels	316
Section 1. La détermination de la loi applicable	316
Section 2. Le domaine de la loi applicable	318
I. Les droits réels principaux	318
II. Les droits réels accessoires	320
Chapitre 2. Les biens incorporels	322
Section 1. Les droits de créance	322
Section 2. Les droits de propriété littéraire et artistique	324
I. Les règles de source interne	324
II. Les règles de source conventionnelle	326
Section 3. Les droits de propriété industrielle	328
Titre 3. Le droit patrimonial de la famille	330
Chapitre 1. Les régimes matrimoniaux	330
Section 1. La loi applicable	330
I. La détermination de la loi applicable	330
A. La règle de conflit de source interne	330
1. Le choix exprès des époux	330
2. Le choix tacite des époux	332
B. La règle de conflit de source conventionnelle	334
II. Le domaine de la loi applicable	336

Section 2. La mutabilité du régime matrimonial	338
I. Le changement de régime matrimonial	338
II. Le changement de loi entraînant un changement de régime matrimonial	338
A. Le changement de loi volontaire	338
B. Le changement de loi automatique	340
Section 3. Le futur règlement 2016/1103 sur les régimes matrimoniaux	342
Chapitre 2. Les successions	344
Section 1. Les règles de source interne	344
Section 2. Les règles de source européenne	346
I. La compétence du juge français	346
II. La loi applicable	348
A. La détermination de la loi successorale	348
1. Les règles de détermination de la loi successorale	348
2. Les correctifs	350
B. Le domaine de la loi successorale	354
1. La dévolution de la succession	354
2. La transmission et le partage de la succession	358
III. L'accueil en France des décisions étrangères	360
IV. Le certificat successoral européen	362
Titre 4. Les obligations	364
Chapitre 1. Le tribunal compétent	364
Section 1. La détermination conventionnelle du tribunal compétent	364
I. Le choix d'un tribunal arbitral	364
A. La notion d'arbitrage international	364
B. La licéité et la validité de la convention d'arbitrage	366
C. L'effet de la clause compromissoire	368
II. Le choix d'un tribunal étatique	370
A. L'articulation des sources	370
B. La clause attributive de juridiction devant le juge français	372
1. La licéité de la clause attributive de juridiction	372
2. La validité de la clause attributive de juridiction	374
3. L'effet de la clause attributive de juridiction	376
Section 2. La détermination objective de la compétence du juge français	378
I. Les règles de compétence internationale de source interne	378
II. Le règlement Bruxelles I bis	380
A. La compétence de principe	380
B. Les chefs de compétence complémentaire alternative ou dérivée	382
C. Les chefs de compétences exclusive	384
D. Les chefs dérogatoires de compétence destinés à protéger une partie faible	386
III. La convention de Lugano	388
Chapitre 2. La loi applicable	390
Section 1. Les obligations contractuelles	390
I. La loi applicable à la forme du contrat	392
II. La loi applicable au fond du contrat	394
A. La détermination de la loi applicable	394
1. La solution jurisprudentielle	394
2. La convention de Rome et le règlement Rome I	396
B. Le domaine de la loi applicable	408
III. Les conventions internationales en matière contractuelle	410
Section 2. Les obligations extra-contractuelles	412
I. Les solutions jurisprudentielles	412
II. Le règlement Rome II	414
A. La détermination de la loi applicable	414
1. L'autonomie de la volonté	414
2. La désignation objective de la loi applicable	416
B. Le domaine de la loi applicable	418
III. Le droit conventionnel	420

Chapitre 3. L'accueil en France des décisions étrangères	422
Titre 5. Les entreprises	424
Chapitre 1. Les entreprises sous forme de société	424
Section 1. La compétence du juge français	424
Section 2. La loi applicable	426
I. La détermination de la <i>lex societatis</i>	426
II. Le domaine de la <i>lex societatis</i>	428
Section 3. L'établissement international des sociétés	430
I. Le transfert de l'établissement	430
A. La problématique	430
B. Les solutions du droit positif	432
II. La création d'un établissement secondaire	434
Section 4. Le groupe transnational de sociétés	436
Section 5. L'activité des sociétés étrangères en France	438
Chapitre 2. Les entreprises en difficulté	440
Section 1. Le traitement de la faillite internationale selon le règlement 2015/848	442
I. La compétence du juge français	442
A. Le principe de l'unicité et de l'universalité de la faillite internationale	442
B. Les tempéraments	444
II. La loi applicable	446
III. L'accueil en France des décisions étrangères	448
Section 2. Le traitement de la faillite internationale selon les règles de droit commun	450
I. La compétence du juge français	450
II. La loi applicable	452
III. L'accueil en France des décisions étrangères	454
Index	457
Table des tableaux	465
Bibliographie	471